

Livres

School Business

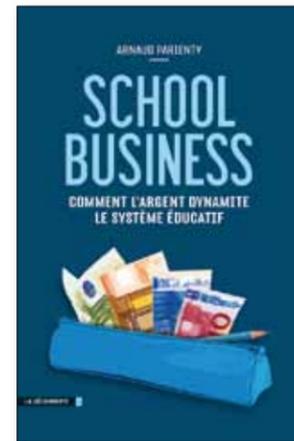
COMMENT L'ARGENT DYNAMITE LE SYSTÈME ÉDUCATIF

Arnaud Parienty, Ed. La Découverte, 2015, (243 p. - 17 €)

Le système scolaire français est dominé par les inégalités sociales. S'il fallait un livre de plus pour le démontrer, celui d'Arnaud Parienty le permet. La description qu'il nous livre de la domination de l'argent est édifiante. La première forme de cette discrimination passe par l'inégale qualité des établissements scolaires : 60 % des différences de niveau entre les élèves y sont liées. Les parents soucieux de placer leur enfant dans un collège ou un lycée bien cotés, connaissent parfaitement

les astuces pour détourner la carte scolaire pourtant censée garantir la mixité sociale : fausse domiciliation, utilisation d'une boîte aux lettres, location ou achat d'un bien immobilier dans le quartier désiré ou encore inscription dans une filière spécialisée n'existant que dans l'établissement souhaité. Mais, il y a aussi ce soutien scolaire représentant un marché de quarante millions d'heures annuelles de cours supplémentaires, pour 1,5 à 2 milliards d'euros... que toutes les familles ne peuvent

financer. Vient ensuite l'accès aux classes préparatoires, passeport vers les professions les plus prestigieuses, qu'un enfant de cadre supérieur a quinze fois plus de chance de fréquenter qu'un enfant d'ouvrier. Le coût des études a explosé, proportionnellement à la réduction des contributions publiques et à la mise en concurrence d'écoles recrutant les meilleurs enseignants à prix d'or pour attirer le chaland. Les écoles supérieures de commerce et d'ingénieurs, c'est 40 000 euros pour cinq



ans d'étude. Seule solution pour l'étudiant : s'endetter. Cette dette représente déjà aux États-Unis 1 200 milliards de dollars, certains quinquagénaires continuant encore à la rembourser ! L'argent roi décide du destin des élèves. Loin d'être une fatalité, cette configuration relève d'un choix de société, conclut l'auteur. Effectivement. Mais les dés ne sont-ils pas pipés d'avance ?

Jacques Trémintin

Enseigner l'esprit d'entreprise à l'école

Lucie Tanguy, 2016, Ed. La Dispute, (221 p. - 15 €)

L'école est accusée d'être inadaptée au contexte économique et sommée de remédier aux difficultés d'insertion des jeunes. À sa mission originelle d'enseigner et d'éduquer se rajoute celle de contribuer à la compétitivité, en transmettant des postures conformes aux exigences des employeurs. Lucie Tanguy décrit ici quatre illustrations de cette injonction. La première a pris la forme du partenariat des établissements scolaires avec le monde économique concrétisé par ces mini-entreprises destinées à développer le sens de la créativité, de la prise de risque et de l'innovation. Deuxième axe, celui de l'apprentissage qui ne cesse de prendre de l'importance, présenté comme garantie contre le chômage, sans pour autant n'avoir jamais réussi à

dépasser l'objectif de 500 000 apprentis avancé en 1993. Troisième dimension, la décentralisation confiant aux régions le bloc de compétence de l'éducation, de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'accompagnement vers l'emploi. Avec pour effet une étroite collaboration avec les entreprises régionales, allant même jusqu'à contraindre certains lycées à répondre aux exigences des industriels locaux pour modifier le cursus de formation, en l'adaptant à leurs besoins. Enfin, l'Europe n'a cessé d'appuyer des politiques éducatives néo-libérales favorisant le



rapprochement avec le monde de l'entreprise. Face à ces orientations, l'auteure s'interroge sur le changement profond qui s'opère devant nous : un école destinée à instruire l'individu, éduquer le citoyen et former l'adaptabilité du travailleur en général est en train de se transformer en une démarche de formatage aux comportements propres à l'efficacité et à la réussite attendues par les employeurs, à l'adaptation au poste de travail qu'il propose et à l'adoption de valeurs propres à l'esprit capitaliste. On est bien loin de l'ambition initiale d'éclairer et de cultiver.

J.T.

L'école des réac-publicains

LA PÉDAGOGIE NOIRE DU FN ET DES NÉO-CONSERVATEURS

Gregory Chambart, Ed. Libertalia, 2016, (262 p. - 10 €)

Depuis trente ans, ils ne cessent d'occuper le terrain, avec une rhétorique passée maîtresse dans l'outrance et le déclinisme. Ils vocifèrent contre les pédagogues accusés d'être au choix des Khmers rouges, des ayatollahs ou des Attila ; ils menacent de décadence et d'effondrement notre civilisation si l'on touche à une seule règle d'orthographe ; ils dénoncent la faillite, la dérive, la débâcle ou la détresse d'une école mise en accusation pour son laxisme, son égalitarisme ainsi que sa volonté de nive-

ler par le bas et de supprimer tout parcours d'excellence. Leurs remèdes ? Restaurer l'ordre moral, l'identité nationale et les hiérarchies sociales, réapprendre aux élèves l'amour de la patrie et la Marseillaise, rétablir le port de l'uniforme et l'autorité du maître, la discipline et l'effort. Ce sont les néo-conservateurs que l'auteur appelle les réac-publicains. Incapables d'orthographier, d'écrire, de lire et même de parler, les élèves seraient les nouveaux barbares de notre



époque, élevés dans la haine de la culture et du savoir induit par le culte de l'égalitarisme. En réalité, ce n'est pas l'abaissement du niveau ou l'abandon des exigences qui expliquent la crise de notre école, mais bien son incapacité à en finir avec l'élitisme et la compétition permanente qui renforcent inexorablement les inégalités. Mais, l'élite sociale mobilise toutes ses forces pour préserver ses privilèges de classe, repoussant sans cesse les limites de l'invective face à la moindre remise en cause des conservatismes en place. Jamais elle ne tolèrera que cette école offre d'égales possibilités de développement à chacun, ouvre à tous l'accès à la culture et élève en continu le niveau de l'ensemble de la population. Seul compte le mérite qui condamne 43,8 % des enfants d'ouvriers à se retrouver en SEGPA contre 2 % d'enfants de cadre supérieur.

J.T.

Sociologie de l'école

Marianne Blanchard et Joanie Cayonnette-Remblière,

Ed. La Découverte, 2016, (125 p. - 10 €)

L'école est dotée d'un budget de 144 milliards d'euros. Elle emploie 1,3 million de personnes et scolarise 13 millions d'élèves (soit 23 % de la population). Cet opuscule propose une synthèse des connaissances sociologiques sur cette institution essentielle à la construction de l'identité sociale de chaque citoyen. Les maîtres de cette discipline lui ont toujours attribué un rôle allant bien au-delà de la simple transmission de connaissances. Diffusion d'une même morale unique, laïque et républicaine pour Durkheim, reproduction des inégalités sociales pour Bourdieu et Passeron, l'école a connu deux explosions au cours du xx^e siècle. Première crise de

croissance, celle à l'origine de sa massification : de la fin des années soixante au début des années 1980, l'âge de l'obligation scolaire est prolongé et le collège unique est fondé. Conséquences : 100 % d'une génération se retrouvent scolarisés, alors que seuls 54 % des garçons et 57 % des filles l'étaient en 1954. La seconde révolution répond à l'ambition affichée en 1989 de porter 80 % d'une classe d'âge jusqu'au bac et 100 % au CAP ou au BEP. Cette tentative de démocratisation a échoué, n'ayant jamais pu dépasser la dimension quantitative et atteindre une dimension qualitative. Loin de là, elle est très vite devenue ségrégative, l'accès aux différentes



filiales se creusant selon l'origine sociale : ce sont bien les enfants des classes supérieures et moyennes qui passent le bac général et ceux des classes populaires le bac professionnel. Mais, au final, 71 % des enfants des personnes dites « inactives » ne l'obtiennent pas, alors que 92 % des filles d'enseignants y arrivent. Ce qui a surtout changé c'est donc la visibilité des inégalités qui apparaît tardivement, les bifurcations des trajectoires et les éliminations étant juste différées. La sociologie de l'école a

multiplié les études permettant d'analyser les effets de la localisation des établissements, de la composition des classes et de la qualité des enseignants sur le destin des élèves, mais aussi d'établir les meilleures performances des filles en primaire et au collège et la réussite plus importante des enfants d'immigrés par rapport aux nationaux. Les deux auteurs s'intéressent aussi aux évolutions contemporaines, telle l'émergence des notions de compétences, dont la forte polysémie permet à tous de les intégrer : les partisans de l'école démocratique pour la remise en cause des pédagogies traditionnelles qu'elles permettent, les partisans d'une école plus efficace, pour l'amorce de la culture du résultat qu'elles induisent et les partisans du conservatisme pédagogique qui y voient un moyen de lutter contre la baisse du niveau.

J.T.